



Pour sauver notre modèle social et les services publics, le 16 novembre en grève et dans les manifestations!

Depuis l'élection du Président Macron, nous assistons à la mise en place d'une série de réformes qui tentent de casser de nombreux conquis sociaux et portent de graves atteintes aux services publics. Les uns et les autres ont pourtant permis de faire progresser notre société, d'élever les conditions de vie et de travail des salarié.e.s, de gagner en allongement de l'espérance de vie.

Poursuivant et aggravant la destruction des droits des travailleurs, impactant aujourd'hui les salarié.e.s du privé via les ordonnances relatives au droit du travail, et demain les fonctionnaires et agents publics, le gouvernement lance déjà une autre série de réformes sur la formation professionnelle, l'apprentissage et l'assurance chômage, avant de s'attaquer aux retraites !

Au-delà des répercussions que risquent d'avoir les réformes du droit du travail, le gouvernement entend poursuivre les ponctions sur les budgets publics et augmenter la CSG alors que la baisse de l'ISF pour 4 milliards d'euros profitera aux plus riches ! Les agents de la fonction publique, déjà au centre de multiples mesures toutes plus nocives les unes que les autres, ont toutes les raisons de contester les attaques faites contre notre modèle social et de combattre le gel du point d'indice, le rétablissement du jour de carence et les suppressions d'emplois : il en va de leurs conditions de travail et de leurs salaires !

Dans nos ministères, 1 345 nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées pour 2018, dont 828 dans les services du MTES, 15 au Commissariat à l'égalité des territoires et 504 dans les établissements publics sous tutelle du MTES et du MCT !. Les capacités et compétences pour répondre aux défis de nos missions publiques sont en réel danger et les agents sont considérés comme de simples variables d'ajustement. Ce que démontre déjà la première mesure concrète provoquée par « Action Publique 2022 » dans nos ministères, avec la fermeture de la Direction Territoriale Ile de France du CEREMA annoncée par mél aux agents. La violence infligée aux agents du CEREMA risque de frapper toutes et tous demain !

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires considèrent que la mobilisation et la convergence des luttes sont bien d'actualité pour répondre aux attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraité.e.s.

**Elles appellent donc les personnels à se mettre en grève
et à manifester le 16 novembre 2017 :**

- **Contre les mesures qui cassent notre modèle social**
- **Pour une société et des services publics dignes du 21ème siècle**